

L'OR et L'ARGENT comme ETALONS de VALEUR

Par Lysander Spooner

VIII

Pour masquer la fraude que l'on essaye de réaliser sous prétexte de maintenir l'étalon de valeur, on prétend que la quantité de pièces de monnaie est minime en comparaison du nombre de billets que l'on peut mettre en circulation comme monnaie. On dit aussi, que les biens retenus nominalement pour payer les billets, ne peuvent faire que le nombre de pièces de monnaie soit plus grand qu'il n'est effectivement et que, par conséquent, si les billets sont en plus grand nombre que les pièces, ils s'en suit qu'ils sont faux, car ils promettent de payer quelque chose que les émetteurs ne possèdent pas et qu'ils sont par conséquent dans l'impossibilité de payer, quels que soient les biens qu'ils puissent avoir.

On peut répondre à cet argument en disant que d'après ce principe, aucun billet à ordre, qu'il soit émis pour la circulation ou non, ne peut être considéré comme étant garanti, à moins que l'émetteur ait constamment en caisse la somme équivalente pour en assurer le remboursement. On sait, qu'au contraire, tous les billets sont garantis lorsque les émetteurs sont possesseurs de biens leur permettant de trouver la somme nécessaire lorsqu'ils en ont besoin. Et ceci est le principe sur lequel est basé tout le crédit commercial courant.

On peut répondre également que si cet argument peut avoir une valeur pour les billets qui ne sont pas garantis, soit ceux qui sont émis sans déclaration d'un bien quelconque pour assurer le remboursement du billet, il n'en a aucune pour les billets garantis et reconnus comme tels. En voici les raisons: Premièrement, si les billets sont garantis et reconnus comme tels, les détenteurs les préfèrent aux pièces et demandent donc rarement leur remboursement; deuxièmement, les billets émis pour la circulation, le sont en escomptant d'autres billets en possession des banquiers; les billets de banque sont donc tous

demandés pour payer les billets escomptés et ils doivent tous, ou à peu près, revenir chez les banquiers. Il s'en suit, que le remboursement d'un billet est rarement demandé d'une autre façon. L'expérience enseigne rapidement aux banquiers la quantité de numéraire dont ils ont besoin, en tout temps, pour répondre aux demandes de ce genre.

Ceux qui s'opposent au papier-monnaie "solvable", ignorent, ou font malhonnêtement semblant d'ignorer ce fait vital: que dans toutes les transactions de banque, garanties, légitimes et prudentes, les billets émis pour la circulation seront demandés pour payer les billets escomptés et qu'ils reviendront aux banques en paiement des billets escomptés; le remboursement en monnaie ne sera que rarement demandé.

Donc dire qu'on ne peut pas honnêtement émettre, pour la circulation, un nombre de billets représentant une somme supérieure à celle constamment en caisse, n'est qu'un prétexte, puisque quel que soit le nombre de billets émis, pourvu qu'ils soient garantis, ce n'est que pour un petit nombre d'entre eux, un pour cent peut-être, que le remboursement sera demandé en monnaie courante.

(A suivre)

Adaptation de M. P.

Nous affirmons que l'adoption, par des associations libres de fabricants, commerçants et producteurs, d'un système monétaire basé sur toutes les valeurs marchandes appropriées, rendrait impossible le tribut de l'intérêt et les profits du monopole, ainsi que l'excès de production et de main-d'oeuvre. En d'autres termes, un grand nombre d'articles semblables étant produits, il s'en suivrait une grande demande pour d'autres articles, pour pouvoir échanger les premiers; d'où, augmentation de la consommation et du confort de chacun. Le producteur se trouvant en demande et en position, par la monétisation de son crédit de concurrencer son employeur et de fournir le capital nécessaire aux entreprises coopératives, son salaire monterait jusqu'au moment où il représenterait l'équivalent de son effort collectif.

Henry Seymour